Un système budgétaire transparent contribue à une gestion efficace et équitable des finances publiques. Mais la transparence, à elle seule, ne suffit pas pour obtenir une meilleure redevabilité. Comment la transparence facilite-t-elle une redevabilité plus efficace. Des preuves convaincantes démontrant que la participation favorise une meilleure redevabilité existent déjà. Cet atelier examinera la relation entre la transparence et la participation dans le but d'obtenir une meilleure responsabilisation des pays africains. Comment les ministères des Finances/du Budget peuvent-ils offrir des espaces de dialogue constructif et de participation, pour renforcer la transparence en faveur d'une meilleure redevabilité ? Pendant les deux jours de travaux, les participants présenteront leurs progrès en matière de transparence budgétaire par rapport à l'Indice sur le Budget Ouvert ; elles/ils réfléchiront sur les rôles des divers acteurs dans l'écosystème de redevabilité ; et identifieront des opportunités de participation au processus budgétaire, que les que les ministères des finances peuvent offrir afin de permettre une plus grande redevabilité.

Questions centrales de travail :

- Comment les Ministères des finances/ du budget peuvent-ils fournir des espaces de dialogue constructif et de participation afin de renforcer la transparence budgétaire en vue de favoriser la redevabilité ?
- Quelles sont les leçons à retirer des résultats de l'Enquête sur le Budget Ouvert 2017 pour les pays de la région ?
- Quelles mesures immédiates peuvent-être prises afin de faire avancer la transparence budgétaire ?

Objectif général :

Établir les liens entre transparence, participation et redevabilité, à partir de cas pratiques d'expériences régionales/internationales, et promouvoir les bénéfices de la transparence et de la participation pour une meilleure exécution des ressources et de meilleurs résultats dans la prestation des services publics.

22 février 2018	
08:30 – 09:00	**Inscription et café / thé**
09:00 – 09:30	**Ouverture** Neil Cole (Secrétaire Exécutif, CABRI) M. Mohamed Lamine Doumbouya (Ministre du Budget de la République de Guinée)
Séance 1 09:30 – 10:45	**Transparence, participation at obligation de rendre compte : pourquoi est-ce si important ?** La volonté d'améliorer la transparence budgétaire, l'accessibilité des documents budgétaires et l'engagement du citoyen offrent l'opportunité aux différents acteurs de travailler ensemble vers un objectif commun. *Objectif : À la fin de la séance, les participants seront en mesure de mieux comprendre pourquoi la transparence, la responsabilisation et la participation sont importantes pour une meilleure gouvernance, une meilleure prestation de services et une meilleure allocation des ressources.* Facilitateur: David Abouem A Tchoyi, GIFT Panélistes : Neil Cole (CABRI) Juan Pablo Guerrero (GIFT) Jason Lakin (IBP)
10:45 – 11:15	**Pause-café et photo de groupe**
Séance 2 11:15 – 13:00	**Enquête sur le Budget Ouvert (EBO) 2017 : Quel est l'état de la transparence budgétaire en Afrique et quelle est la performance des pays ?** Le 30 janvier, *l'International Budget Partnership (IBP) a* publié ses récentes conclusions d'enquête, évaluant la transparence dans le monde. Cette séance débutera par un aperçu général des résultats du monde entier, y compris un examen de la méthodologie, suivie d'une discussion sur les résultats en Afrique. Les participants auront l'occasion de poser des questions pendant la séance. Ensuite, les gouvernements des pays présents se réuniront avec leurs homologues de la société civile pour échanger sur les résultats de leur pays. La discussion en plénière aidera à identifier d'éventuels défis entravant la transparence et la responsabilisation budgétaire dans les pays, ainsi que les mesures pour relever ces défis. *Objectifs : À la fin de la séance, les participants auront une meilleure compréhension des résultats de l'enquête mondiale et de l'état de la transparence en Afrique ainsi que des résultats de chaque pays. Les participant auront échangé sur les défis existants ainsi que causes sous-jacentes, et considèreront les moyens d'aborder ces défis.* Présentation et facilitation : Jason Lakin et Anjali Garg (IBP)
13:00 - 14:00	**Pause déjeuneur**

Séance 3 14:00 – 16:30	Cartographier le flux/échange d'informations budgétaires : un processus budgétaire crédible et transparent Bien que les résultats de l'EBO 2017 en Afrique suggèrent une baisse de la transparence, ils ne reflètent qu'une partie du système de gestion des finances publiques d'un pays. Plusieurs pays africains ont mis en place des réformes pour améliorer le processus budgétaire, ce qui a également entraîné une amélioration significative de la transparence. La mise en œuvre des réformes a plus de succès l'ors-ce qu'elle est spécifique au contexte du pays et utilise les cadres existants. Cette séance vise à identifier le lien entre la transparence et un processus budgétaire crédible et bien conçu. *Objectif : À la fin de la séance, les participants seront en mesure de comprendre les réformes en cours entreprises par les pays africains pour améliorer le processus budgétaire. Les participants pourront apprendre des nouvelles approches les uns des autres, échanger des expériences, fournir et tester des idées pour améliorer la transparence et la participation.* Facilitateur : Neil Cole, CABRI Panellistes : Rodrigue Chaou (Directeur General du Budget, Ministère de l'Economie et des Finances, Benin) Johnson Samuel Williams (Directeur pour la formulation du budget, Ministère de des Finances & Planification du développement, Liberia) Ghislain Sylvestre Yapi (Sous-Directeur, Direction Générale du Budget et des Finances, Côte D'Ivoire) **Pause-café pendant la séance**
16:30 – 17:00	Clôture du premier jour • Résumé des discussions (Michael Castro, CABRI) • Clôture du premier jour
19 :00	Dîner officiel

23 février 2018	
08:30 – 09 :00	**Café / Thé**
09:00 – 09:15	**Récapitulatif du premier jour et programme du deuxième jour (Anjali Garg, IBP)**
Séance 3 09:15 – 11:00	**Lignes directrices et études de cas en matière de la participation publique en politique budgétaire** Les principes de haut niveau de la GIFT sur la transparence budgétaire ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2012. La GIFT a lancé le Guide sur la participation publique à la politique budgétaire en mars 2016. Cette séance relève les principaux enseignements de l'EBO 2017 sur la participation publique. Les pays participants partageront leurs expériences et leurs plans à court-terme sur la participation du public. En ce qui concerne les prochaines étapes, la séance examine les directives internationales sur la participation et quelques études de cas sur la manière dont la participation fonctionne dans le monde. *Objectif : À la fin de la session, les participants seront en mesure d'établir les liens entre transparence, participation et responsabilité sur la base de cas pratiques issus d'expériences internationales des pays du Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP).* Présentation et facilitation : Juan Pablo Guerrero (GIFT) Présentateurs : Les représentants des pays seront invités à partager des expériences de participation du public s'agissant de dépenses nationales/ fédérales (et d'autres niveaux de gouvernement, y compris les expériences de l'initiative OGP) Commentateur : Pays Africains participants
11:00 – 11:30	**Pause-café / thé**
Séance 4 11:30 – 14:00	**Études de cas sur la responsabilisation et la participation, en utilisant la méthodologie de discussion « World Café » : Identifier les occasions permettant d'améliorer la responsabilisation à partir de cas réels** Étude de cas n ° 1 : Améliorer la participation de la société civile au processus budgétaire Étude de cas n ° 2 : Répercussions des retards tout au long du cycle budgétaire Étude de cas n ° 3 : Relier les rapports de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques à l'amélioration des performances Étude de cas n ° 4 : Faire participer les nouveaux politiciens au processus budgétaire Modérateurs : Michael Castro (CABRI) et Leslie Cole (ODI) Pour cette session, les participants se répartiront en groupes. Chaque groupe se verra attribuer une étude de cas. Les groupes auront 30 minutes pour lire et répondre aux questions liées à l'étude de cas. Les groupes présenteront leur étude de cas et répondront aux questions.

14 :00 – 15 :30	**Pause déjeuner**
Séance 5 14:30 – 16:00	**Feuille de route vers le succès : « quick wins » et réformes** Cette séance examine le contexte et le processus budgétaire des pays, puis propose des actions en vue de garantir une publication des documents budgétaires en temps opportun et un engagement plus grand des communautés et des acteurs sociaux au processus budgétaire. Pour cette séance, les représentants des gouvernements se réuniront avec leurs homologues de la société civile pour échanger sur : • 2 leçons à retenir • Les prochaines étapes/mesures générales • Prochaines étapes immédiates Modérateur : Jason Lakin (IBP)
16:00 – 17:00	**Clôture d'atelier** • Remarques de clôture – M. Mohamed Lamine Doumbouya Ministère, Ministre du Budget de la République de Guinée

Les organisateurs tiennent à remercier la Banque Africaine du Développement, le Secrétariat d'Etat suisse Affaires Économiques, La Banque Mondiale et le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, pour leur contribution à cet effort.

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Embassy of Switzerland
Swiss Cooperation Office in South Africa

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES